

BESANÇON

BESANÇON

Planoise : la police municipale à ordre de ne plus intervenir sur les points de deal

La consigne a été passée en fin de semaine dernière par la direction de la Ville de Besançon. Un mail a été envoyé aux agents pour leur demander de ne plus intervenir sur les principaux points de deal du quartier. Une décision raisonnable pour certains, un abandon du service public et des habitants pour d'autres.

Le quartier de Planoise est toujours en proie à une violente guerre des bandes. Une poignée de délinquants règlent leurs comptes à coups de calibres depuis quelques mois et terrorisent les 20 000 personnes qui y habitent. Face à cette situation, un mail a été envoyé aux agents de la police municipale leur demandant de ne plus intervenir sur les points de deal. Pour certains, cette décision est compréhensible tant qu'ils ne sont pas armés. Pour d'autres, il s'agit d'un abandon de leur mission et de leur présence sur le terrain.

Un mail envoyé vendredi avant les tirs

Le message a été transmis à 14 h 47 vendredi dernier, soit quelques heures avant les tirs qui ont fait un blessé grave et un mort, le lendemain. Dans cette missive, il est écrit : « À l'heure actuelle, pas d'intervention sur le



Les policiers municipaux sont appelés à éviter les principaux lieux de deal, à Planoise. Photo d'illustration ER/Arnaud CASTAGNÉ

tripode Fribourg, Cologne et Esplanade Mandela ». Le message a également été transmis à la police nationale par le biais de la direction.

Interrogé sur ce point, Anne Vignot, la maire de Besançon, indique : « Je ne suis pas capable de dire ce qui se passe à ce niveau-là de suivi. Mais depuis toujours, la police municipale a été mise en retrait dans les moments de tirs ou de tension. On a toujours suivi la police nationale sur des opérations organisées. Si dans certains

secteurs dont je ne connais pas le tracé, ils croisent des personnes en infraction, ils évaluent leur capacité d'intervenir. Ça, c'est la gestion habituelle entre la police nationale et municipale ».

« Notre service va mal »

Certains parlent d'une décision « qui n'a rien d'anodine » et dénotent d'un désintérêt de la municipalité pour sa police. « Si on nous appelle pour intervenir à un endroit à Planoise, on doit désor-

mais en informer nos chefs de service. Depuis des années, les politiques et notre direction ne se préoccupent plus de nous, de nos missions. Notre service va mal », souffle un agent. Pour Michel Portugal, du syndicat UNSA, « c'est une des conséquences de ce qu'on est en train de faire de la police municipale. J'arrive à comprendre qu'on ne met pas les agents en danger. D'un autre côté, on leur confie de plus en plus de missions de police nationale sans leur en donner les moyens ».

« Un très mauvais message envoyé aux habitants »

Leurs collègues de la police nationale pointent du doigt un abandon de la part de la municipalité. « On peut aussi demander à La Poste et aux services publics de se retirer. C'est un très mauvais message qui est envoyé aux habitants de ces quartiers ».

Anne Vignot s'en défend : « Les uns et les autres ne nous parlent que de répression. Le principal rôle des municipalités, c'est d'accompagner nos habitants. Et ça concerne également le département. Pour moi, on gomme complètement le problème principal qui est la consommation de drogue. Les premiers responsables, ce sont ceux qui consomment ces produits ».

Valentin COLLIN

LES OBSÈQUES AVEC



AUJOURD'HUI

AVANNE-AVENEY

Thérèse PY, salle du crématorium à 15 h 45.

BESANÇON

- Frédéric VILLEMEN, crématorium à 9 h 30.
- Jean LAJOINIE, crématorium de Saint-Claude à 13 h 45.

ORNANS

Hélène VERNERIEY, église à 14 h 30.

PONTARLIER

René POINTURIER, église Saint-Bénigne à 14 h 30.

SAINT-VIT

Serge REGNAULT, salle de cérémonie du funérarium à 14 h 30.

VIEILLEY

André GIRARDIN, église à 14 h.

L'armement des policiers municipaux de nouveau sur le tapis

Faut-il armer les policiers municipaux ? Alors que plusieurs villes comtoises l'ont fait, comme Montbéliard, Dole ou Vesoul, la question revient depuis des années sur le tapis à Besançon. Élus d'opposition, Ludovic Fagaut (LR) ou encore Laurent Croizier (Modem/Renaissance) y sont favorables.

« Ça n'est pas du tout la réponse attendue par qui que ce soit » balaie Anne Vignot, ne voyant pas de rapport avec les derniers événements survenus à Planoise.

« Ce ne sont pas les policiers municipaux qui vont dans les caves », affirme la maire.

« On est équipés de gilets par balle. On peut se faire tirer dessus, mais on ne peut pas se défendre »

Une position qui fait bondir le syndicat FO, majoritaire au sein de la police municipale : « 98 % des effectifs y sont favorables. Nous allons dans les caves et parkings dans le cadre de nos missions, en plus des écoles, des cen-

tres commerciaux, du contact avec les bailleurs », estime le syndicat qui craint désormais que les agents ne soient cantonnés qu'à ces dernières missions. « Nous pouvons être les premiers à intervenir. Et il n'y a pas que sur les points de deal que les tirs peuvent arriver. Imaginons qu'un individu donne des coups de couteau à la sortie d'une école : on fait quoi ? On le laisse en attendant que la police nationale arrive ? », interroge-t-il. Et de pointer un paradoxe : « on est équipés de gilets par balle. On peut se faire tirer dessus, mais on ne peut pas se défendre ».

Doubler les effectifs

Autre problème soulevé par l'opposition et partagé par FO : le manque d'effectifs. « 34 ou 36 policiers municipaux sont sur le terrain (44 en réalité N.D.L.R.). Ce qui veut dire trois policiers pas armés dans un quartier de 23-24 000 habitants, avec 12 points de deal et tout ce qui va avec ! », dénonce Ludovic Fagaut. « Il faudrait doubler cet effectif et, à Planoise, avoir des patrouilles de dix policiers le matin et dix l'après-midi », estime FO. Et de poser ce constat : « Aujourd'hui, on n'arrive pas à retenir les jeunes policiers dans les effectifs. Ils partent pour deux raisons : les armes à feu et le salaire. »

Eléonore TOURNIER



« Ça n'est pas du tout la réponse attendue par qui que ce soit » balaie Anne Vignot. Photo ER/Lionel Vadam

BILLET

L'Arlésienne

À chaque règlement de compte, à chaque drame endeuillant la ville, il resurgit, telle l'arlésienne brandie par l'opposition : l'armement de la police municipale.

Protectrice et dissuasive pour les uns. Pas pertinente pour la maire (et son prédécesseur), estimant que la lutte contre la criminalité incombe à la police nationale.

« On dira ce que l'on voudra mais c'est à la racine du mal que l'on doit s'attaquer », estime l'élue.

« L'un n'empêche pas l'autre », avance le syndicat de policiers FO.

Dialogue de sourds.

En France, plus de 14 000 policiers municipaux, sur les 25 000 que compte le pays, sont armés, selon le ministère de l'Intérieur.

L'équipement en flash-ball et en pistolets à impulsion électrique continue quant à lui de croître.

Nul doute que les débats sur la question devraient, à Besançon, encore être nourris et alimenter les crispations. « Aujourd'hui, à la police municipale, on est tous sur les genoux », confie un policier, fatigué.

E.T.

VESOUL

VESOUL

Malgré l'impact de la crise en Ukraine, Mérimos termine bien l'année

Le site vésulien Copirel de production de matelas et sommiers de la marque Mérimos termine l'année sur de bons résultats. Pourtant, l'augmentation des coûts des matières premières liés à la crise ukrainienne ne permet pas à Kévin Roux, directeur, d'envisager sereinement de nouveaux investissements pour 2023.

L'entreprise Copirel (groupe Cofel), qui produit et assemble des matelas et des sommiers de la marque Mérimos à Vesoul, avait déjà mis du temps à s'adapter au protocole sanitaire. À peine son rythme de « croisière » trouvé, c'est la crise ukrainienne qui est venue frapper à sa porte. « On a tout de suite senti l'impact sur le coût des matières premières », évoque Kévin Roux, directeur du site. Cette augmentation des coûts, sous-jacente depuis 2020, s'est accentuée brutalement, en particulier sur le prix du bois, de la mousse, ou encore du fil acier, servant à réaliser les suspensions. « Il y a beaucoup d'aciéries en Russie. Donc ça nous a demandés du temps pour permettre d'établir une nouvelle cartographie de nos fournisseurs », détaille le dirigeant.

Maintiens du chiffre d'affaires

Malgré un marché de la literie en recul de 13 % au niveau national, la société vésulienne Copirel maintient son chiffre d'affaires. Le site limite la casse et enregistre un recul de 1 % seulement sur son chiffre d'affaires (environ un million d'euros en moins), qui devrait tout de même avoisiner les 49 millions d'euros sur la marque Mérimos. « On gagne même des parts de marché sur 2022 », se félicite M. Roux.

Après un changement de stratégie commerciale opéré en février avec les deux partenaires principaux que sont BUT et Conforama (66 % du chiffre d'affaires), l'entreprise mise sur des produits



Avec une perte de seulement 1 % de son chiffre d'affaires, l'entreprise vésulienne Copirel, qui produit et assemble des matelas et sommiers Mérimos, arrive à se maintenir malgré l'augmentation des coûts des matières premières. Elle termine 2022 avec un chiffre d'affaires de 49 millions d'euros. Photo d'archives ER

« spots », créés spécialement pour ces campagnes commerciales et proposés à la vente sur une courte période.

La nouvelle gamme « Love Lit », sur laquelle la société misait beaucoup et lancée en plein Covid, a souffert de la baisse de fréquentation en magasin. « On va également relancer la gamme French Line, qui a subi le contexte ukrainien », ajoute le directeur du site.

Nouveau marché des matelas roulés

Depuis deux ans, la marque Mérimos dispose de son site internet pour s'insérer sur un nouveau marché. « Avec l'explosion du marché du matelas roulé, avec des concurrents comme Emma, un acteur allemand, ça a rebattu les cartes », explique-t-il. « On se doit d'être présent sur ce marché ».

Les ventes, quant à elles, se

maintiennent par rapport à 2021, avec 207 500 matelas et 96 000 sommiers expédiés. L'effectif est conforté avec 129 salariés, dont 14 embauches sur 2022, venues combler les 12 départs.

Si l'impact du coût de l'énergie est assez limité pour la société, le responsable du site compte jouer la carte de la prudence en raison de l'augmentation des coûts des matières premières. « Mérimos est plutôt axé sur les primo-accédants, donc nous allons mainte-

nir nos prix. En revanche, on va se montrer plus prudents sur les investissements. On va attendre de voir quand arrivera la reprise ».

L'année devrait démarrer sous de bons auspices, avec l'obtention de la certification Oeko-tex, qui garantit l'utilisation de matières non toxiques. « On est en train de travailler sur un film d'emballage fait à 50 % de plastique recyclé », conclut Kévin Roux.

Pauline PRIN

Douze médaillés du travail

Voici la liste des douze médaillés du travail au sein de l'entreprise Copirel, pour l'année 2022. **Grand Or (40 ans)** : Claude Billod ; Jean-Jacques Monnin ; Eric Pierat ; William Robinet. **Or (35 ans)** : Franck Batisse ; Dominique Joachim. Vermeil (30 ans) - Marc Lamboley ; Véronique Clemencot. **Argent (20 ans)** : Michaël Festeau ; Halima Farchich ; Thierry Gimeno ; Carmen Lecomte.

LES OBSÈQUES AVEC LIBRA MEMORIA

AUJOURD'HUI

APREMONT

Liliane PETRY, église à 14 h 30.

ARC-LÈS-GRAY

- André GROS, église à 9 h 30.
- Marie-Antoinette JUMELET, funérarium à 14 h 30.

CHAMPLITTE

Jeanne SEUILLEROT, église à 14 h 30.

FLEUREY-LÈS-LAVONCOURT

Jean MAISONHAUTE, église à 14 h 30.

GRAY-LA-VILLE

Bernard COURBEY, église à 10 h 30.

MEMBREY

François DODET, église à 10 h 30.

PLANCHER-BAS

Pierre GRIVEL, église à 14 h 30.

VAUVILLERS

Hyacinthe MARCEL, église à 10 h 30.

■ DEMAIN

SAINT-BROING

Anne LAMBERT, cimetière à 14 h 30.

VESOUL

Les élèves du Marteroy offrent des jouets « par milliers » au Secours catholique

Livres, puzzles, peluches et toutes sortes de jouets pour enfants de 0 à 10 ans... Les élèves du Marteroy se sont montrés, cette année encore, plus que généreux lors de la collecte de jouets, en direction du Secours catholique, organisée le 9 décembre dans leur établissement.

Comme chaque année, les bénévoles du Secours catholique se transforment en lutins, juste avant Noël, pour permettre d'offrir plusieurs centaines de cadeaux aux familles les plus démunies.

L'ensemble de la collecte a été distribué au sein de la boutique du Secours populaire, le 14 décembre. Une quarantaine de personnes s'est pressée, dès 14 heures, pour faire plaisir à Noël malgré le manque de moyens.



Plus d'une quarantaine de personnes ont afflué le 14 décembre pour la distribution de jouets du Secours catholique. Photo ER/David HANISCH

bloc-
notes

VESOUL

Pour aménager son jardin

Un paysagiste du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) conseille sur les aménagements paysagers aux abords d'une maison, d'un gîte d'accueil, d'un bâtiment d'activité... Au domicile des particuliers. Sur rendez-vous.

Tous les jours, sauf le samedi et le dimanche, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
Tél. 03 84 96 97 77.



Retrouvez-nous sur
estrepublikain.fr
et sur notre appli mobile